$$
\begin{aligned}
& 93.00 \text { S.s noment } \\
& \text { 夢 } \\
& \text { LEGALUX PARIS } \\
& 3531407 \text { ก,. } 6>7 \\
& \text { 戶 } \\
& \text { LEGALUX PARIS } \\
& \text { 3405A AFETR LU }
\end{aligned}
$$

# 19LUXEMBOURG，LE 18 DECEMBRE 1974 

## NO 1421／74

 COWFIDENTIELNOTE D INFORMATION

SOMMET DE PARIS DES 9 ET 10 DECEMBRE 1974

## LE probleme de la＂rrenegociation＇＇britammique

1．LES SEPT POINTS DU GOUVERNEMENT BRITANWIQUE

DECLARATION DE M．WI LS O N：
MY INTERVENTION SHALL BE SHORT AND LESS CONTROVERSIAL（LA QUESTION DU FONDS REGIONAL AVAIT ETE DISCUTEE AUPARAVANT）．

WE ARE AHXIOUS TO MAKE PROGRESS．THERE HAVE BEEN DELAYS DUE
TO OUR ELECTIONS．WE WANT TO SPEED UP THE DECISION FOR MANY REASONS．
OUR POSITION，AS EXPLAINED III OUR ELECTION PROGRAMM HAS BEEN
REI NFORCES BY OUR RECENT ELECTIONS．
WE BELIEVE，AS IN 1965，THAT ENTRY ON THE RIGHT TERMS IS GOOD FOR ALL．BUT IT WOULD BE BAD IF OUR ECONOMY WOULD BE CRIPPLED．

WE IITTEND TO NEGOTIATE WITH SUCCESS．IN OUR MANIFESTO WE SAY that the british people have to decide the issue．If they accept IT．YE Shall play our full part ill the communities．

EHSUITE M WILSON EXPOSE ET COMMENTE LES SEPT DEMANDES BRITAN－ MIQUES RORMULEES DANS SON DISCOURS DU 7 DECEMBRE DERNIER：

1．major changes in the common agricultural policy．
THIS QUESTION IS HOV SUBJECT OF TALKS，WE DO NOT CHALLEMGE THE MAIH PRINCIPLES OF THE COMMON AGRICULTURAL POLICY．

2. NEW AND FAIRER METHUDS OF FINANCIMG THE BUDGET. THERE IS QUITE GOOD PROGRESS IN THE COUNCIL ON THIS SUBJECT (CF SUB II).
3. ECONOMIC AND MONETARY UNION
(CF. NOTE D INFORMATION SUR PROBLEMES DE FOND AD 14).
4. 'rRETENTION BY THE BRITISH PARLIAMENT OF POWERS OVER THE ECONOMY"
A) GOOD PROGRESS HAS BEEN MADE IN REGIONAL POLICY, WE MUST BE FREE TO ACT SPEEDILY.
B) IN THE INDUSTRIAL FIELD THERE IS LITTLE DIFFICULTY, EXCEPT IN STEEL, WHERE WE HAVE BEEN IN TROUBLE WITH THE COMMISSION ABOUT PUBLIC OWWERSHIP.
C) IN FISCAL MATTERS THERE SHOULD BE LITTLE DIFFULTIES BECAUSE THE COUNTRIES WANT TO PRESERVE THEIR POLICIES. THE PROBLEM MIGHT NOT BE AS DIFFICULT AS ONE THINKS.
5. "AgREEMENT ON CAPITAL MOVEMENTS" WE WANT TO BE FREE TO NEGOTIATE DEROGATIONS.
6. COMMONWEALTH AND DEVELOPING COUNTRIES GREAT PROGRESS HAS BEEN MADE IN JAMAICA.
IN ADDITION THERE IS THE PROBLEM OF FOOD FROM OUR INITIAL SUPPLIERS. ARTICLE 18 DOES NOT GO FAR ENOUGH. WE ARE TO GET MORE IN A PROTOCOL.

WE CANNOT COUNT ON A FAVORABLE SITUATION OF COMMODITY PRICES.
7. WE WANT NO HARMONISATION OF THE VALUE ADDED TAX ON NECESSITIES BECAUSE VE DO NOT TAX FOOD.

ON ALL THOSE POINTS WE WOULD LIKE TO BE PRACTIBLE PROGRESS MADE BY THE POLITICANS, ELECTED BY THE PEOPLES.

THE BUDGETARY QUESTION IS NOT THE ONLY ONE, BUT TODAY WE EXPECT PROGRESS ONLY IN THAT FIELD.
M. SC H M I D T EMET L AVIS QUE LA DECLARATION DE M. WILSON, DEVAIT TRANQUILLISER TOUT LE MONDE, EN DEHORS DE CEUX QUI NE L AVAIENT PAS DEJA ETE AUPARAVANT.

IL CONVIENT DE RELEVER QUE LES DEMANDES DU ROYAUME-UNI IN IMPLIQUENT PAS UNE MODIFICATION DES TRAITES.

QUELQUES UNES DES QUESTIONS SOULEVEES PAR M. WILSON ONT DEJA ETE EGLEES, P.EX。:
A) CELUI DE LA T.V.A. DANS CE DOMAINE IL Y A DES INTERETS DIVERGEIITS ENTRE LES NEUF ET UNE SOLUTION N INTERVIENDRA PAS AVANT LONGTEMPS.
B). UN EXAMEN DE LA POLITIQUE AGRICOLE EST EN COURS. LES CHEFS DE GOUVERNEMENT DEVRONT UN JOUR EXAMINER CE PROBLEME ET Y INCLURE LE CAS DU ROYAUME-UNI.

POUR LA PRESENTE REUNION IL NE RESTE QUE LE PROBLEME BUDGETAIRE.

## II LE PROBLEME BUDGETAIRE BRITAMNIQUE

13. S C H M I D T DECLARE QU IL NE FAUT PAS TOUCHER AU SYSTEME DES RESSOURCES PROPRES ETABLI PAR LE TRAITE, MAIS IL FAUT PROCEDER A UN EXAMEN DE LA SITUATION DES DIFFERENTS PAYS MEMBRES, DE FACON A PERMETTRE AU GOUVERMEMENT DU ROYAUME-UNI DE DONNER UNE REPONSE POSITIVE A SON OPINION PUBLIQUE. IL EST RECONNAISSANT QUE M. YILSON AIT DIT QUE LE PROBLEME BUDGETAIRE IN EST PAS LA QUESTION DOHT TOUT DEPEND, BIENQU ELLE SOIT TRES IMPORTANTE.
M. UILSOM REPOND OU II ME DFMANDF PAS DE CHANGEMENTS RII TRUITE

ON THE UNDERSTANDING THAT THE QUESTION CAN BE DEALT WITH EFFEC－ TIVENESS＂．

M．C A L L A G H A N DEMANDE QUE LES CHEFS DE GOUVERIEMENT TOMBEND D ACCORD SUR DES PRINCIPES GENERAUX，A SAVOIR QU IL NE DOIT PAS Y AVOIR DE DISPROPORTION ENTRE LES CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS DES ETATS MEMBRES．ENSUITE LA COMMISSION DEVRAIT SV SOUMETTRE DES PROPOSITIONS．

M．S C H M I D T DIT QU IL A UNE CERTAINE COMPREHENSION POUR LE ROYAUME－UNI．MAIS IL LUI FAIT REMARQUER QUE TOUTE TENTATIVE DE LIER LA CONTRIBUTION FINANCIERE AU PRODUIT NATIONAL BRUT PER CAPITA SERAIT UNE REVISIUN DU TRAITE．

M．MOR O DECLARE QU IL FAUT FAIRE UN EFFORT PARTICULIER EN TENANT COMPTE DES DIFFERENTES EXIGENCES DU ROYAUME－UNI．IL FAUT ACCEPTER LE CRITERE DE LA＊SITUATION INACCEPTABLE＊CELUI DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EST ALEATOIRE A LA SUITE DU DEFICIT PETROLIER．L FAUT DONC TROUVER UN－AUTRE CRITERE：LE PRODUIT NATIONAL BRUT ET LE REVENU BRUT INTERIEUR．

M．GI S C A＇R D D E S TA I N G INSISTE SUR LE FAIT QU IL NE FAUT PAS CONFONDRE LES RESSOURCES PROVENANT DE L ECONOMIE DES ETATS AVEC CELLES PROVENANT DU COMMERCE INTERNATIONAL。CES DERNIERES PEUVENT ETRE MISES NI AU DEBIT NI AU CREDIT DES ETATS．RESTE ESSENTIEL A SAVOIR LA TVA QUI REFLETE ASSEZ BIEN L ETAT DES ECONOMIES NATIONALES．

COMMENT INTERPRETER LA NOTION DE LA＂SITUATION INACCEPTABLE＊？
A）LE DESIQUILIBRE DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS．L ARGUMENT IN EST PAS PLAUSIBLE，MAIS ON POURRAIT QUAND MEME L EXAMINEH．

B）SI APRES 1978 IL Y AVAIT UNE INJUSTICE CARACTERISEE，LE PROBLEME DEVRAIT ETRE EXAMINE。 CEPENDANT ．M．GISCARD D ESTAING WE VOIT PAS TRES BIEN COMMENT UNE TELLE INJUSTICE POURRAIT SE PRODUIRE，VU QUE LA TVA EST LE REFLET DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU PAYS．

UN SYSTEME DE QUOTAS BUDGETAIRES SERAIT INACCEPTABLE PUISQU IL METTRAIT EN CAUSE LE SYSTEME DES RESSOURCES PROPRES．

M．S CH M I D T DECLARE QUE LE CRITERE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS N EST PAS LE SEUL ENTRANT EN LIGNE DE COMPTE．

M．C A L L A G H A N RECONNAIT QUE LE CRITERE DE LA BALANCE DES PAYS MEMBRES PEUT NE PAS ETRE UN CRITERE OBJECTIF．CETTE QUESTION POURRAIT ETRE EXAMINEE PLUS TARD．

IL II EST PAS SUR QUE LA TVA REFLETE LE NIVEAU NORMAL D ACTIVITES

cIIS UN PAYS AUTANT QUE DANS UN AUTRE．
LA GRANDE－BRETAGNE TIENT A CE QUE LES PRINCIPES GENERAUX SOIENT FIXES EN 1975．AFIN QUE LE GOUVERNEMENT PUISSE SOUMETTRE LA QUESTION AU PEUPLE BRITANNIQUE。

M．GI S C A R D D E S T A I N G DECLARE QU IL NE FAUT PAS ACCEPTER COMME CRITERE LE PRODUIT NATIONAL BRUT PAR TETE D HABITANT

QU EST－CE QU UNE SITUATION INACCEPTABLE？UNE DIFFERENCE DE UN OU DE DEUX POURCENT NE L EST PAS，IL FAUT UN DESEQUILIBRE DANS LA SITUATION ECOHOMIQUE．

LES PRELEVEMENTS AUX FRONTIERES NE DOIVENT PAS ENTRER EN LIGNE DE COMPTE．

M．U I L S O N DECLARE QUE SI LA POSITION DE M．GISCARD D ESTAING ETAIT ACCEPTEE IL NY AURAIT PAS DE ＂PROSPECT FOR A SUCCESSFUL REMEGOTIATION＇＂．

M．S C H M I D T DECLARE QUE $\because$ DIE ALLGEMEINEN PARAMETER KOEN－ HEII SICH NICHT AUF DIE ZOLLEINMAHMEN BEZIEHEN＂＇．

M．T H O R II EST EGLAMENT D AVIS QUE LES DROITS DE DQUANE NE SAURAIEMT ETRE INCLUS DANS LE CALCUL．

QU ELLE CONSIDERE COMME UNE＂SITUATION INACCEPTABLE＂？QUELQUES POURCENT NE PEUVENT PESER DANS LA BALANCE，IL FAUT UNE REPONSE CLAIRE，SINON IL Y A DIVORCE．

M．O R T O L I EST D AVIS．QU UNE SITUATION INACCEPTABLE EXISTE LORSQUE LES CONTRIBUTIONS A LA COMMUNAUTE CONTRIBUENT A AGGRAVER LA SITUATION ECONOMIQUE GENERALE D UN PAYS．

M．C A L L A G H A N DIT QU UNE SITUATION INACCEPTABLE SE PRODUIT LORSQU IL Y A UNE＂BELOW AVERAGE PNB DISPROPORTION＂．

THE LEVEES AND DUTIES HAVE TO BE TAKEN INTO ACCOUNT．IF THAT IS NOT THE CASE．THE COMMUNITY BUDGET WOULD BE A REAL BURDEN．PAYED OUT OF THE POCKET OF OUR TAXPAYER．THE PRODUCTS ENTER IN SOUTHAMP－ TON AND THEY ARE CONSUMED IN THE UNITED KINGDOM．THE MONEY HAS TO BE USED FOR SCHOOL CONSTRUCTION ETC．

SUITE A UNE NOUVELLE QUESTION DE M．T H O R N．M．C A L L A G H AN REPOND QU UNE DIFFERENCE DE UN A DEUX POURCENT NE SERAIT PAS UNE SITUATION INACCEPTABLE。 IL FAUT QUE LA DIFFERENCE SOIT SUBSTANTIELLE
LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE SERA DE 24 POURCENT ALORS QUE LE PNB SERA QUE DE 15 POURCENT．
M．S C H M I D T EST D AVIS QUE LA SITUATION DE 1978 N EST PAS PREVISIBLE MAIS QUE S IL DEVAIT Y AVOIR UNE DIFFERENCE TELLE QU ELLE A ETE AVANCEE PAR M．CALLAGHAN IL SERAIT D ACCORD QUE CE SERAIT INACCEPTABLE ET QU IL FAUDRAIT FAIRE QUELQUE CHOSE ＂A DIFFERENCE OF MORE THAN 50 PERCENT WOULD BE TOO BIG＂． A L ADRESSE DES ANGLAIS．IL DIT QUE LES．IMPORTATIONS EXEMPTES DE DROIT DE DOUANE DE LA COMMUNAUTE AUGMENTERONM BIEN PLUS QUE LES IMPORTATIONS BRITANNIQUES PRISES DANS LEUR ENSEMBLE．

LE DEVELOPPEMENT DU PNB N EST PAS FACILE A PREVOIR．EN REPU－ BLIQUE FEDERALE D ALLEMAGNE IL SERA SANS DOUTE DE 1 POURCENT EN 1975 ALORS QU IL CROITRA BIEN PLUS EN ITALIE。 IL FAUT TENIR COMPTE DU PETROLE DE LA MER DU NORD．

M．W I LS O N REPOND QU IL EST VRAI QU ON NE PEUT PAS TROP SE FIER AUX PREVISIONS DES ECONOMISTES．MAIS QU IL NE VEUT PAS PRENDRE DE RISQUES．

M．S C H M I D T DECLARE QU IL FAUT EGALEMENT TENIR COMPTE EN MATIERE D UNITE DE COMPTE DES MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LE TAUX DE CHANGE DES DIFFERENTS PAYS．
（）M．C A L L A G H A N SE DECLARE D ACCORD A CE SUJET．
ENSUITE UNE LONGUE DISCUSSION S．ENGAGE AU SUJET DE LA REDACTION DU COMMUNIQUE。

CE TEXTE PARLE D UN＂MECANISME CORRECTEUR＂，MAIS IL LAISSE NOTAMMENT EN SUSPENS LA QUESTION DE L INCLUSION OU DE LA NON－ INCLUSION DES DROITS DE DOUANE．LA DELEGATION BRITANNIQUE A INSISTE POUR QUE LE CONSEIL ADOPTE UNE POSITION DEFINITIVE FIN FEVRIER OU DEBUT MARS．
＝AFFETRA－WURTH
戠
LEGALUK PAPIS
3405A AFETR LU

